

P.V audition

Mme Françoise Mercadal Delasalles (FMD), Co-présidente du CNNum
M. Jean Cattan (JC), SG

1/ Nature des activités et objectifs

- CNNum date de la présidence de M. Sarkozy à l'époque où le phénomène digital émerge et au moment où la puissance publique commence à peine à en prendre conscience. Préoccupations essentiellement économiques qui président à la constitution de ce CNNum.
- Instance collégiale
- Modification de la mission et de l'orientation à l'occasion de la nomination de la nouvelle mandature (Mars 2021)
- Prise en compte des inquiétudes et craintes qui émergent de la société vis à vis de la digitalisation et du numérique en général.
- Nouvelle mission: étudier le numérique comme un fait social global.
 - Constitution d'un collège avec des chercheurs: sociologues, philosophes, anthropologues, journalistes, psychiatres, juristes pour réfléchir à ces sujets.
 - Sujet vaste constitué de:
 - Que fait le numérique au savoir?
 - Que fait le numérique à la vérité?
 - Que fait le numérique à l'attention? (Économie de la dopamine/adrénaline)
 - Que fait le numérique aux institutions?
 - Rupture avec l'ancienne posture du CNNum: pas de recommandations au politique. Mission de documentation, d'information et d'éducation et non pas de formulation de solutions : "Au moment de complexité, ce qu'il faut c'est documenter les questions, donner des éléments de débat, mettre cela dans la sphère publique pour permettre aux gens de grandir sur ces sujets." (FMD).

2/ Questions

1. ***Entre la seule régulation individuelle (développement de l'esprit critique) et l'autoritarisme chinois, quel type de régulations plus douces sont envisageables?***
2. ***Quel type de négociations peut-on espérer avec ces grands opérateurs du net d'après votre expérience?***

FMD

- Il faut une régulation, les pouvoirs publics doivent énoncer les règles du jeu.
- Avec l'émergence et l'affirmation des géants du net s'est créé un véritable déséquilibre des forces, non seulement économique ou financier mais également intellectuel. Il faut réaffirmer le rôle de l'État qui, dans une démocratie, est fondamental en ce qu'il doit rééquilibrer les rapports de force. Quelques pistes de recommandation...

- faire payer les GAFAM (impôts): s'attaquer au business model, sujet économique : 15% c'est bien, mais pas encore suffisant.
- Sujet de la transparence de l'algorithme: dans quelle mesure cela peut-il vraiment aider à contrebalancer les pouvoirs? Et quelle utilité pour le citoyen lambda?

On pourrait imaginer une communication aussi puissante que celle qui a été faite pour la sécurité routière ou le tabac.

JC

Parmi les solutions de régulation:

- L'interdiction des réseaux aux mineurs n'est pas forcément la solution, il faudrait présenter les conséquences d'une mise en pratique défectueuse avant de statuer sur l'interdiction.

- Identification des risques systémiques par la société civile et non par les plateformes numériques
> L'identification des problèmes et des solutions ne peuvent pas être le fait d'acteurs qui ne suivent pas l'intérêt général mais leur intérêt propre.

- Contre-pouvoirs collectifs
 - JC: Il faut réinsérer du collectif dans la modération de contenus.
 - Bronner: Comment prévenir l'instrumentalisation par un groupe organisé (signalement) ?
 - JC: La mobilisation de la communauté Wikipédia (ex. débat Zemmour/Mélenchon) offre un bon exemple de la manière selon laquelle une modération collective et organisée peut résister aux attaques de trolls et autres acteurs malveillants.
 - Cordonnier : Les externalités devraient être financées par les plateformes (modération professionnelle et non pas du ressort des utilisateurs).
- Pour JC, il faut s'opposer à une externalisation/délégation du travail de modération. Internet étant notre espace public, il faut pouvoir l'entretenir par nous-mêmes.
- Il se montre favorable au soutien de cette économie du bénévolat, de la société civile. Les plateformes numériques les plus puissantes devraient financer le travail de modération mais non pas l'organiser.
- La question se pose du financement d'un institut de régulation indépendant par les plateformes ?
- JC promeut une conception acentrique : c'est la périphérie du réseau qui est productrice de richesse : reconnaître le droit à chaque citoyen de participer à l'application des règles de modération.

EX: Reddit, communautés d'utilisateurs qui se chargent de la modération des sub-reddits.

- Il faut faire rentrer la société dans le régulateur (à l'inverse de ce que le DSA conçoit actuellement)
- Rééquilibrage des rapports de force par la transparence des données pour créer des contrepouvoirs économiques et sociaux et développer l'intelligence collective.

FMD

- La solution est dans la réponse articulée de l'État :
 - Éducation au numérique
 - Enseignement de l'histoire des sciences
 - L'État a réussi à faire prendre conscience de certains enjeux (conduite, tabac) et doit faire de même avec les enjeux du numérique.
- Deux chemins sont possibles : l'État peut dépenser son énergie à combattre les groupes malveillants, mais ils réapparaîtront toujours. L'État ne devrait-il pas mettre plus de ressources pour favoriser ceux qui sont dans une utilisation pacifique et constructive du net?

JC

- Faire de l'intelligence collective une nouvelle normalité qui s'acquiert depuis le collège, le lycée, puis l'université (concours wikilycéen, piste dont il faut s'inspirer) : il y a des dizaines de milliers de personnes qu'on peut mobiliser pour assainir et responsabiliser notre espace public numérique.
- On peut en faire une économie : intégrer un système du pollueur/payeur, créer un marché de la participation.
- Bienveillance et confiance, données à priori, sont associées à la culture Internet.
- Il faut obliger les plateformes à ouvrir les fonctions pour agir plus directement sur les contenus et que le régulateur soit le garant de ça. Nous devons reprendre le contrôle de notre espace public.

À contacter:

Margot Déage - Post-doctorante au CERTOP. Elle a travaillé sur Snapchat dans *S'exposer sur un réseau fantôme : Snapchat et la réputation des collégiens en milieu populaire* publié en 2018.

Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles auprès d'Olivier Véran

Serge Abiteboul est connu pour ses recherches portant sur les bases de données objet, distribuées ou hétérogènes, la gestion des données web, le commerce électronique, la théorie de la complexité, les bases de données temporelles.

Joelle Toledano, économiste, travaille sur la régulation des plateformes et auteure de *GAFAs: Reprenons le pouvoir !*, *La régulation des plateformes*